



République du Bénin
**Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la
Pêche**
**INSTITUT NATIONAL DES RECHERCHES AGRICOLES DU
BENIN**

MAEP

01 BP 884 Recette Principale Cotonou 01
Tél. : (+ 229) 21 30 02 64 / 90 04 18 31
E-mail : inrabdg4@intnet.bj

Fiche Technique

Evaluation des mesures de politiques économiques sur la pauvreté et la sécurité alimentaire au Bénin : Analyse des effets d'une amélioration de l'investissement Agricole



Dr Ir. AHOYO ADJOVI Nestor René
Attaché de recherche (INRAB)
Dr Ir. DJENONTIN André Jonas
Chargé de recherche (CAMES)
Prof. Dr Ir. MENSAH Guy Apollinaire
Maître de recherche (CAMES)

Dépôt légal N° 6500 du 31 Décembre 2012, 4^{ème} trimestre, Bibliothèque Nationale (BN) du Bénin
ISBN : 978-99919-1-204 2



Préface

L'économie béninoise est confrontée à des crises répétées depuis plusieurs décennies. Ces crises trouvent leur origine dans le faible revenu par habitant (moins de 800 dollars) et dans l'étrécissement du tissu économique. Cette économie est aussi extravertie et l'affaiblissement de sa position par les coûts des produits à l'international dégrade encore plus le revenu des populations et accroît les risques d'insécurité alimentaire. La croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) a été d'environ 5% par an dans la seconde moitié de la décennie 1980-1990. Mais, au fil du temps, les mesures politiques mises en œuvre ont conduit à des déséquilibres économiques. Dans l'optique de redresser cette situation, les gouvernements successifs de ces trois dernières décennies, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, ont mis en œuvre un certain nombre de mesures de politiques économiques dans les domaines de la fiscalité, de l'environnement des affaires et de la gouvernance dans les secteurs phares de l'économie, tels que l'agriculture avec des points focaux comme le coton et le riz, les infrastructures et l'activité portuaire. Les évolutions en dents de scie des performances de l'agriculture vivrière et de rente avec en pointe la culture de coton n'ont pas permis d'assainir cette économie et de la relancer.

Cette situation perdure et les analyses macroéconomiques qui devraient permettre une bonne planification et prévision des résultats, ainsi que les conditions de succès ont été absentes ou insuffisantes. Afin de combler ce vide, une équipe de chercheurs s'est attelée à élaborer un modèle d'analyse et de l'appliquer aux données de la mise en œuvre des mesures de politiques économiques prises pour sortir le Bénin des crises des années 80 et 90. Cette analyse macroéconomique s'est concentrée sur trois thématiques que sont la variation des prix de coton et des engrais à l'international, le changement du taux de change et l'amélioration des investissements agricoles. Les simulations qui en ont découlé, font ressortir l'impact de ces mesures sur les recettes publiques, la pauvreté et la sécurité alimentaire, donc sur le bien-être des populations. A la lumière de l'impact des mesures de politiques économiques sur les populations et les recettes publiques, l'équipe de chercheurs propose des mesures complémentaires qui auraient dues faire partie du paquet de mesures à mettre en œuvre pour l'atteinte des résultats recherchés.

Cette deuxième fiche technique de la série aborde l'«**Evaluation des mesures de politiques économiques sur la pauvreté et la sécurité alimentaire au Bénin : Analyse des effets d'une amélioration de l'investissement agricole**».

Prof. Dr. M.Sc. D.M.V Delphin Olorounto KOUNDANDE

Maître de Recherches (CAMES)

Directeur Scientifique de l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB)

Introduction

Depuis les années 80, plusieurs mesures de politiques économiques ont été prises pour réformer le secteur agricole. Les réformes entreprises impliquaient l'élimination des subventions et des contrôles des prix de produits et d'intrants agricoles, la limitation du rôle du gouvernement dans la commercialisation agricole et la promotion d'une plus grande participation du secteur privé aux activités de production et de commercialisation des produits agricoles. Cependant, très peu d'études scientifiques ont été conduites pour apprécier l'impact des mesures prises sur le secteur agricole et les producteurs. Seulement une dizaine d'enquêtes et d'études sérieuses ont été conduites sur la période (IFPRI et LARES, 2001). Les pays développés ou industriels, en situation de crise économique, ont mis en place des réformes d'amélioration du fonctionnement des marchés financiers et par conséquent susceptibles de contribuer à l'accélération de la croissance économique et à l'élévation du niveau de vie (OCDE, 2009). Par contre, dans les pays du tiers monde ou sous-développés, les stratégies de développement sont plutôt orientées vers d'autres types de réformes, notamment celles qui permettent la réduction de la pauvreté et assurent une sécurité alimentaire aux populations (Xinshen, 2010). La présente fiche technique aborde les effets de l'amélioration de l'investissement sur le secteur agricole.

1. Méthodologie

L'approche d'analyse utilisée dans cette étude est basée sur le modèle des marchés multiples (multi marchés) qui est un modèle « méso » d'analyse d'impact. Ce modèle « multi marchés » se base d'abord sur une solide description du fonctionnement de chacun des marchés, des institutions concernées et de la nature des interventions politiques dans chacun des marchés. Ces interventions doivent être caractérisées par un marché dans un cadre d'équilibre partiel. Le modèle est ensuite construit sur la base des élasticités partielles observées et des meilleures estimations (de Janvry et Sadoulet, 1995 ; AHOYO, 2006). Ce modèle a permis d'analyser les effets de la variation du prix international du coton et des engrais sur l'agriculture au Bénin. Le modèle a été calibré sur la base de la situation descriptive des ménages en milieu rural en 1993 au Bénin et soumis à une simulation de politiques alternatives pour en dégager les effets bénéfiques et négatifs sur l'agriculture béninoise.

2. Résultats

2.1. Amélioration de l'investissement agricole

L'une des stratégies de politique utilisée était relative à l'investissement public dans des facteurs de production fixes. Deux scénarii ont été considérés à savoir l'investissement dans les aménagements hydro agricoles et l'investissement dans le matériel agricole à raison d'une amélioration respective de 1%, 5% et 10% pour chaque simulation.

2.1.1. Aménagements hydro agricoles

L'amélioration de l'investissement agricole a conduit à une augmentation respective de 0,8%, 4% et 8% de la consommation du riz paddy et a affecté négativement (baisse) la consommation de riz importé dans les proportions de 0,3%, 2% et 3% (Tableau 1). D'une manière générale, la consommation des produits agricoles a augmenté en améliorant du coup la sécurité alimentaire pour toutes les catégories de ménages ruraux. Pour tous les cas de simulation, la sécurité alimentaire des ménages s'est améliorée d'avantage pour les ménages dirigés par les femmes que pour ceux conduits par les hommes (Tableau 2).

Tableau 1. Effets de l'amélioration du niveau d'irrigation sur la consommation des produits

Caractéristiques	Situation de base	Variations du niveau d'irrigation		
		10%	5%	1%
Maïs	483 759	-0,930	-0,507	-0,104
Paddy	10 441	7,950	3,999	0,822
Sorgho	105 843	3,865	1,862	0,377
Autres céréales	36 412	3,504	1,759	0,362
Manioc	974 673	-0,346	-0,169	-0,035
Igname	1 185 194	6,157	3,123	0,645
Autres tubercules	44 370	7,184	3,609	0,742
Viande	53 719	1,821	0,914	0,190
Riz importé	49 999	-2,812	-1,904	-0,388
Poisson	39 234	4,331	2,078	0,432
Autres produits agricoles	600 734	3,560	1,778	0,363

Tableau 2. Effets de l'amélioration du niveau d'irrigation sur l'apport en calories dans l'alimentation des ménages

Caractéristiques	Situation de base	Variations du niveau d'irrigation		
		10%	5%	1%
RNPF	8 616	5,807	3,122	0,641
RNPH	673 913	5,358	2,914	0,597
FPR	8 822	6,310	3,416	0,700
RPH	217 259	5,668	3,085	0,632

RNPF: ménages ruraux non pauvres avec une femme comme chef; **RNPH:** ménages ruraux non pauvres avec un homme comme chef; **RPF:** ménages ruraux pauvres avec une femme comme chef; **RPH:** "ménages ruraux pauvres avec un homme comme chef.

L'utilisation d'engrais s'est améliorée respectivement de 0,3%, 1,6% et 3,5%. L'emploi essentiellement féminin s'est accru dans les aménagements hydro-agricoles (Tableau 3). La balance commerciale s'est mieux comportée. Cela a été dû à une baisse de la consommation du riz importé bien que les recettes publiques aient diminué dans une moindre mesure, moins de 0,3% pour tous les scénarii (Tableau 4).

Tableau 3. Effets de la variation du niveau d'irrigation sur l'utilisation des engrais et de la main d'œuvre

Caractéristiques	Situation de base	Variations du niveau d'irrigation		
		10%	5%	1%
Engrais	16 615	3,527	1,573	0,319
Main d'œuvre masculine	1 430	-0,376	-0,194	-0,039
Main d'œuvre féminine	1 392	0,538	0,279	0,977

Tableau 4. Effets de la variation du niveau d'irrigation sur le revenu par habitant, la balance commerciale et les recettes publiques

Caractéristiques	Situation de base	Variations du prix de coton sur les ménages		
		10%	5%	1%
RNPF	7,E+09	0,422	-0,046	-0,010
RNPH	4,E+10	0,422	-0,046	-0,010
FPR	1,E+09	0,422	-0,046	-0,010
RPH	1,E+10	0,422	-0,046	-0,010
Balance commerciale	5,E+10	10,221	5,802	1,167
Recettes publiques	2,E+11	-0,128	-0,235	-0,031

RNPF: ménages ruraux non pauvres avec une femme comme chef; **RNPH:** ménages ruraux non pauvres avec un homme comme chef; **RPF:** ménages ruraux pauvres avec une femme comme chef; **RPH:** "ménages ruraux pauvres avec un homme comme chef.

2.2.2. Investissement dans le matériel agricole

La principale leçon retenue ici était qu'une augmentation des investissements au profit de l'équipement agricole a agi en faveur des cultures d'exportation et des recettes publiques. La conséquence directe était une augmentation à long terme du revenu des ménages mais la sécurité alimentaire en serait éprouvée, si une autre politique d'accompagnement n'était pas mise en œuvre pour atténuer les effets. Presque toutes les cultures sauf le manioc, ont connu une diminution parce que l'investissement dans l'équipement a été essentiellement capté par la culture d'exportation (coton), même dans les zones peu propices (Tableau 5). L'apport calorifique et les recettes publiques en ont été légèrement modifiés. (Tableau 6). Cette mesure de politique a encouragé entre autres l'utilisation d'engrais allant de 1,3 à 13,5%. Elle a déclenché de même une augmentation de la demande de main d'œuvre, surtout en faveur de la femme (Tableau 7). L'effet de l'investissement dans

le matériel agricole s'est ressenti positivement sur la balance commerciale dans presque les mêmes proportions (1,1%, 5,1% et 10,1%). Cette amélioration s'explique par l'augmentation de la production de coton dans les proportions de 0,1%, 0,4% et 3,9% (Tableau 8).

Tableau 5. Effets de l'amélioration de l'investissement dans le matériel agricole sur la consommation des produits

Caractéristiques	Situation de base	Variations du niveau d'investissement		
		10%	5%	1%
Maïs	483 759	-2,404	-1,230	-0,254
Paddy	10 441	-1,807	-0,914	-0,188
Sorgho	105 843	-2,644	-1,337	-0,283
Autres céréales	36 412	0,521	0,274	0,058
Manioc	974 673	0,143	0,072	0,015
Ignames	1 185 194	-3,135	-1,590	-0,322
Autres tubercules	44 370	-2,382	-1,207	-0,248
Viande	53 719	-0,228	-0,112	-0,021
Riz importé	49 999	0,060	0,074	-0,011
Poisson	39 234	-0,259	-0,116	-0,022
Autres produits agricoles	600 734	-0,626	-0,314	-0,067

Tableau 6. Effets de l'amélioration de l'investissement dans le matériel agricole sur l'apport en calories dans l'alimentation des ménages

Caractéristiques	Situation de base	Variations du niveau d'investissement		
		10%	5%	1%
RNPF	8 616	-1,484	-0,763	-0,147
RNPH	673 913	-2,068	-1,065	-0,210
FPR	8 822	-1,522	-0,786	-0,152
RPH	217 259	-1,978	-1,020	-0,200

RNPF: ménages ruraux non pauvres avec une femme comme chef; **RNPH:** ménages ruraux non pauvres avec un homme comme chef; **RPF:** ménages ruraux pauvres avec une femme comme chef; **RPH:** "ménages ruraux pauvres avec un homme comme chef"

Tableau 7. Effets de l'investissement dans le matériel agricole sur l'utilisation des engrais et de la main d'œuvre

Caractéristiques	Situation de base	Variations du niveau d'investissement		
		10%	5%	1%
Engrais	16 615	13,569	6,774	1,343
Main d'œuvre masculine	1 430	1,333	0,681	0,139
Main d'œuvre féminine	1 392	3,801	1,928	0,390

Tableau 8. Effets de l'investissement dans le matériel agricole sur le revenu par habitant, la balance commerciale et les recettes publiques

Caractéristiques	Situation de base	Variations du niveau d'investissement		
		10%	5%	1%
RNPF	7,E+09	-0,197	-0,080	-0,300
RNPH	4,E+10	-0,196	-0,079	-0,300
FPR	1,E+09	-0,196	-0,080	-0,300
RPH	1,E+10	-0,196	-0,079	-0,300
Balance commerciale	5,E+10	10,177	5,158	1,079
Recettes publiques	2,E+11	0,006	0,040	0,007

RNPF: ménages ruraux non pauvres avec une femme comme chef; **RNPH:** ménages ruraux non pauvres avec un homme comme chef; **RPF:** ménages ruraux pauvres avec une femme comme chef; **RPH:** "ménages ruraux pauvres avec un homme comme chef.

Implications pour le développement

Les réformes agricoles ont été initiées pour permettre de relancer la croissance du secteur agricole dans l'hypothèse qu'elles amélioreraient le bien-être notamment des populations rurales. Cependant, la persistance de la pauvreté pose le problème du choix des mesures de politique. Les mesures de politique consistant à améliorer l'investissement agricole dans les aménagements hydro agricoles et dans le matériel agricole procurent d'importants avantages pour l'ensemble de l'économie, en particulier pour les agriculteurs, mais doivent être associées à des mesures de soutien à la sécurité alimentaire.

Remerciements

Les auteurs remercient le Prof. Dr. M.Sc. D.M.V Delphin Olorounto KOUDANDE, Maître de Recherches (CAMES), Directeur Scientifique de l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin qui malgré ses multiples occupations à accepter lire et faire des remarques constructives sur le manuscrit de la fiche technique.

Références Bibliographiques

1. AHOYO ADJOVI N.R., DJENONTIN J. A., VIKEY E., MENSAH G. A., HEIDHUES F., 2012. Quelles mesures de politiques économiques pour le secteur agricole et la lutte contre la pauvreté au Bénin ? Bul. Rech. Agr. Bénin (BRAB) N° 72, pp. 37-48.
2. AHOYO ADJOVI N.R., DJENONTIN J. A., MENSAH G. A., 2012. Evaluation des mesures de politiques économiques sur la pauvreté et la sécurité alimentaire au Bénin : Analyse des effets du changement de taux de change. Fiche technique, 6 p. INRAB/MAEP, Dépôt légal N° 6499 du 31 Décembre 2012, 4^{ème} trimestre, Bibliothèque Nationale (BN) du Bénin. ISBN : 978-99919-1-203 5.
3. AHOYO ADJOVI N.R., DJENONTIN J. A., MENSAH G. A., 2012. Evaluation des mesures de politiques économiques sur la pauvreté et la sécurité alimentaire au Bénin : Analyse des effets des prix du coton et des engrais. Fiche technique, 9 p. INRAB/MAEP, Dépôt légal N° 6501 du 31 Décembre 2012, 4^{ème} trimestre, Bibliothèque Nationale (BN) du Bénin. ISBN : 978-99919-1-205 9.
4. AHOYO ADJOVI N. et al, 2006. Agricultural Policy Impact on income, Food Security and Poverty in Benin: A multimarket Approach, Verlag Grauer-Beuren.Stuttgart, 106 p.
5. AHOYO ADJOVI N., 2002. Identification des causes structurelles et analyse des Déterminants de la Pauvreté en Milieu Rural, Document de travail N°002/2000 ; Centre d'Informations et de Publications Scientifiques (CIPS)/ CAPE, 69 p.
6. AKITOBY B., 1998. Dévaluation, ajustement et équilibre général intertemporel: une analyse de la dévaluation du FCFA au Bénin. Economie Appliquée 4, p 83-124
7. CROPPENSTEDT A., BELLU L., BRESCIANI F., 2006. Multi -Market Models in Policy Analysis: How Do They Work? FAO Newsletter, www.fao.org/es/esa/roa, 2 p.
8. de JANVRY A., SADOULET E.1995. Quantitative development policy analysis, Chapters 10-12, Johns Hopkins University Press.
9. OCDE, 2009. Réformes structurelles et crises financières. In Réformes économiques: Objectif croissance. ISBN 978-92-64-05279-6, 10 p.
10. Xinshen D., 2010. Economic Importance of Agriculture for Sustainable Development and Poverty Reduction: The Case Study of Ethiopia. IFPRI, 74 p.